



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr



Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Economie de rente
- Tourisme durable

GEOGRAPHIES

- Afrique des Grands Lacs
- Algérie

ORGANISATIONS

- BID
- Décentralisation

DEBATS SUR L'AIDE ■ Gouvernance et aide publique au développement ■ Rapport de l'enquête 2008 sur l'allocation de l'aide et les politiques d'allocation de l'aide ■ Aide au développement : les nouveaux donateurs

A NE PAS MANQUER ■ 27 questions d'économie contemporaine ■ Sustained Growth and Inclusive Development ■ Les routes maritimes : nouvel enjeu des relations internationales ?

Editorial

L'Union européenne et l'outre-mer : stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité

Ile de la Réunion ■ 7 - 11 juillet 2008

Au vu des défis croissants que sont le changement climatique et la perte de biodiversité, cette conférence réunira pour la première fois les représentants des 7 régions ultrapériphériques de l'Union européenne (RUP) et des 21 pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Se joindront à eux des délégués des Etats membres de l'Union européenne, des institutions européennes, de certains petits Etats insulaires en développement (PEID), d'organisations internationales et régionales, de la société civile et du secteur privé.

Cet événement est organisé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), le Conseil régional de La Réunion et l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), en partenariat avec le ministère français de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

Le programme de cette réunion s'établit autour des thématiques suivantes :

- Présentation de l'outre-mer européen et de ses enjeux environnementaux.
- Changement climatique et biodiversité

dans les RUP, les PTOM et leurs espaces régionaux.

- Adaptation au changement climatique
- La protection et la gestion des écosystèmes face au changement climatique.
- Vers l'énergie durable et l'autonomie énergétique.
- Comment les politiques européennes peuvent-elles aider à faire face aux défis écologiques des RUP et des PTOM ?
- La Réunion : ses écosystèmes et son parc national.

Parallèlement, huit ateliers permettront d'instaurer des débats sur ces différents sujets et de présenter des expériences et des études de cas.

Cette conférence vise à proposer pour l'outre-mer européen et les régions du monde concernées, des recommandations d'actions et de mesures en vue de l'adaptation au changement climatique et à la gestion durable de la biodiversité ; de mettre en réseau les acteurs concernés et de renforcer la coopération régionale et mondiale face aux défis écologiques.

ChS

Défis mondiaux

Economie de rente

L'ouvrage

Resource Abundance and Economic Development

Auty, R. M., Oxford University Press, 2004, 356 p. -
Cote E2.256

Dans cet ouvrage, l'auteur tente de fournir une explication à la malédiction qui frappe les économies de rente. Il passe en revue les facteurs susceptibles d'expliquer les « contre-performances » des pays en développement dotés de ressources naturelles abondantes en comparaison à des pays aux ressources naturelles déficientes. Puisant dans la littérature des sciences économiques, depuis les années 60, l'auteur voit dans la dotation en ressources naturelles d'un pays la cause de son inefficacité dans l'utilisation du capital et son développement sur le long terme. Cet ouvrage examine en premier point le rapport entre la dotation en ressources naturelles et le capital, notamment humain et social. La deuxième partie tente de situer le degré d'interaction entre les ressources naturelles et le développement. Dans la troisième partie du livre, l'auteur présente des études de cas en se servant du cadre analytique développé précédemment. Enfin, la dernière partie discute de la réforme des politiques économiques dans les pays où la rente a provoqué un effondrement de la croissance.

Le rapport web

Natural Resources and Institutions: the "Natural Resources Curse" Revisited

Pessoa, A., MPRA (MUNICH PERSONAL REPEc ARCHIVE), 2008, 22 p.

Ce document porte sur le rôle des pouvoirs politiques et des institutions pour expliquer la multiplication des échecs économiques. L'auteur tente de répondre à trois questions : y a-t-il une malédiction due aux ressources naturelles ? Est-ce que tous les types de ressources naturelles sont sources de malédiction ? Enfin, est-ce qu'une bonne gouvernance peut éviter d'exposer une économie à cette

malédiction ? Bien que l'analyse présentée ait permis d'établir un certain rapport entre les effets négatifs sur la croissance et l'abondance de ressources naturelles, une bonne gouvernance peut, au contraire, favoriser la croissance. Cette malédiction apparaît plus souvent dans les cas de mauvaise gouvernance ou d'absence d'institutions capables d'impulser une politique de développement. En conclusion, l'auteur estime que rien ne doit justifier l'idée pessimiste selon laquelle certains pays sont pris dans « le piège » d'une croissance faible en raison d'un blocage institutionnel. An niveau international, l'aide aux pays ayant une part élevée de matières premières dans leurs exportations, doit être orientée vers l'amélioration de secteurs spécifiques. Cela consisterait à un meilleur contrôle des budgets publics, par l'amélioration des systèmes organisationnels plutôt que d'imposer aux pays bénéficiaires de vastes mesures de gouvernance difficiles à évaluer parce que subjectives.

L'article

La rente pétrolière en Afrique : bénédiction ou malédiction ?

Gacem, B., *Problèmes économiques*, n° 2947, mai 2008, pp. 34-37

La forte augmentation du prix du pétrole, ces dernières années, a permis aux pays exportateurs d'accroître de façon considérable leurs ressources budgétaires. Cette manne pétrolière n'a toutefois pas été, selon l'auteur, une bénédiction. Elle freine la diversification de ces économies (comme l'innovation), où la croissance n'est soutenue que par le secteur minier. L'abondance des recettes issues de la vente de l'or noir a, en outre, tendance à exacerber la corruption, chaque groupe social revendiquant sa part du pactole. Mais contrairement aux années 1970, les dernières augmentations du prix du pétrole ont permis aux pays africains exportateurs de mieux gérer leur dette et de reconstituer leurs réserves. Aussi, pour la plupart des pays exportateurs de pétrole en Afrique, souffle aujourd'hui un vent de libéralisation des marchés et une incitation au

Défis mondiaux

Tourisme durable

L'ouvrage

Le tourisme durable

Deperne, H., L'Harmattan, 2007, 131 p. - Cote C4.014

Défini comme un tourisme respectueux de la qualité des sites, de l'équilibre des activités économiques, sociales et de loisirs ainsi que des communautés d'intérêts des collectivités territoriales engagées dans des projets d'équipements ou d'aménagements touristiques, le tourisme durable demeure pour certains un « mot-valise » dont le contenu n'a pas de réelle utilité. Afin de donner tout son sens au développement durable du tourisme, le présent ouvrage donne la parole à trois catégories de partenaires : des professionnels impliqués dans l'offre touristique durable, des universitaires cherchant à concilier développement du tourisme et protection de l'environnement, des institutionnels travaillant dans le cadre des structures juridiques, politiques et sociales du tourisme durable. Cet ouvrage dresse un bilan des politiques menées et ouvre des pistes pour mieux appréhender une notion qui est la clé du tourisme de demain, en particulier dans un pays comme la France, toujours au premier rang des destinations dans le monde mais dont la place est de plus en plus concurrencée selon l'Organisation Mondiale du Tourisme.

Le rapport web

L'écotourisme est-il un mode durable de valorisation des ressources naturelles ? Une comparaison Namibie-Madagascar

Lapeyre, P. ; Andria, D.-N. ; Requier-Desjardins, D. ; Meral, P., Afrique Contemporaine, 2007, 17 p.

L'écotourisme est de plus en plus prôné par les agences internationales et les gouvernements comme un modèle durable pour valoriser et conserver la riche biodiversité des pays du Sud et simultanément lutter contre la pauvreté rurale. Prenant l'exemple de Madagascar et de la Namibie, les auteurs questionnent ce paradigme. En particulier, ils analysent les marges de manœuvre existant pour les régulations nationales et locales dans un contexte de développement sectoriel d'une filière touristique globalisée et contrôlée par les acteurs économiques du Nord (tour-opérateurs). Les auteurs étudient ainsi les conditions actuelles de développement de l'écotourisme (appropriation des

L'AGENDA

- 11 juillet 2008 - Journée mondiale de la population
- 18-22 juillet 2008 - Forum Euroscience, ESOF, Barcelone, Espagne
- 21-25 juillet 2008 - Congrès international sur le bruit, ICBEN, Mashantucket, Etats-Unis
- 19-25 juillet 2008 - Symposium international sur les énergies renouvelables WREC/WREN, Glasgow, Royaume Uni
- 12 août 2008 - Journée internationale de la jeunesse
- 17-23 août 2008 - Semaine mondiale de l'eau, Stockholm, Suède
- 1-4 septembre 2008 - "World Water Congress", OCDE, Montpellier, France

ressources naturelles, rôle des ONG, intégration dans la filière globale). Ils évaluent dans ce contexte, à l'aune de critères adaptés de ceux de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), les impacts de l'écotourisme dans les deux pays.

L'article

Mutation des systèmes insulaires sous l'impulsion du tourisme international : réflexion à partir du cas de l'île Maurice

Magnan, A., 2007, 14 p.

Ce texte montre comment le développement touristique, en mettant en valeur des espaces jusque-là peu intégrés de l'île a impulsé de profondes mutations spatiales. Les petits systèmes insulaire permettent une lecture des problèmes posés par cette cohabitation tradition/modernité qui ne repose pas sur un partage cohérent de l'espace île, mais sur une concurrence déséquilibrée entre deux types d'activités n'occupant pas les mêmes portions d'espace. Le cas mauricien offre un exemple caractéristique de ce phénomène contemporain qui voit l'intérieur des îles devenir une marge économique au profit des espaces littoraux qui, eux, deviennent le cœur du processus de développement. Une dernière partie propose un regard plus théorique des conséquences de telles évolutions en abordant le thème du rôle fondamental de la cohérence territoriale globale dans la mise en œuvre d'un développement à vocation durable.

Géographies

Afrique des Grands Lacs

L'ouvrage

L'Afrique des Grands Lacs : des conflits à la paix ?

Remacle, E. ; Rosoux, V. ; Saur, L., Pie-Peter, L., 2007, 289 p. - **Cote ZAS.075**

Dans la région des Grands Lacs, le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda ont connu, durant plus de dix années, une succession de conflits meurtriers, de guerres civiles et internationales. La recherche de la paix dans la région n'en est que plus urgente. Sous la direction de membres du consortium d'universitaires belges francophones Grapax (Groupe de recherche en appui aux politiques de coopération - paix, sécurité, droits de l'homme, bonne gouvernance), cet ouvrage réunit les contributions de chercheurs de Belgique et de l'Afrique des Grands Lacs visant à identifier les causes et les dynamiques internes de la conflictualité dans cette région, les défis de la reconstruction et les principaux acteurs extérieurs, gouvernementaux ou non gouvernementaux, impliqués dans la construction de la paix. Cet ouvrage propose une analyse rigoureuse des enjeux contemporains de la guerre et de la paix dans une région clé et contribue à la réflexion des praticiens et des citoyens sur les voies d'une résolution des conflits en Afrique.

Le rapport web

Rwanda : chiffres clés

Organisation de coopération et de développement économiques, 2007, 16 p.

Depuis la guerre de 1994, le Rwanda a fait des progrès considérables dans sa reconstruction. Il affiche un taux de croissance annuel moyen impressionnant pour la période 1996-2005, à environ 8 %. En 2007, le taux de croissance du PIB est estimé à 4,9 %, contre 5,3 % en 2006. Ce ralentissement s'explique par de mauvaises conditions climatiques qui ont entraîné un repli de la production agricole. Cette tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2008, avant un redressement prévu pour 2009. Le niveau de

pauvreté reste important : en 2005-2006, 56,9 % de la population vivaient en deçà du seuil de pauvreté, contre 60,3 % en 2000 ; 41,3 % de la population sont en situation de pauvreté absolue. L'économie rwandaise reste lourdement dépendante de l'aide. Sur la période 1994-1995, les flux d'aide ont atteint un montant record d'environ 700 millions de dollars par an, avant de s'établir depuis 1997 à une moyenne annuelle proche des 340 millions de dollars. Actuellement, pratiquement la moitié du budget du pays est financée par l'aide extérieure. Fin 2007, les autorités ont lancé une stratégie de réduction de la pauvreté de deuxième génération : le plan stratégique de développement.

L'article

La privatisation de la filière café au Burundi

Zaecharie, A. ; Rigot, V., 2007, 10 p.

L'objectif de la privatisation de la filière café est de « rendre les agriculteurs propriétaires du café ». Les sociétés de lavage doivent être privatisées pour juin 2008 - tout comme les sociétés de lavage du thé dont la filière est aussi en voie de privatisation. Mais de nombreuses étapes sont à franchir pour amener le producteur au centre du processus. Les paysans vont devoir négocier des contrats directement avec les acheteurs pour exporter leur production, étant donnée la disparition de l'intermédiaire public. Cela implique que les producteurs se regroupent pour offrir des quantités suffisantes à exporter, acquérir des compétences en matière de gestion et de marketing, se regrouper en associations juridiques afin d'avoir accès aux crédits et aux intrants. Le risque est grand de voir les producteurs rapidement étouffés et la filière se désintégrer. Plusieurs observateurs admettent que la disparition à terme de la filière n'est pas totalement exclue, ajoutant que l'avenir du Burundi n'est de toute façon pas dans la filière café, dont la valeur ajoutée est faible. Reste que l'importance qu'elle a prise dans l'économie burundaise impliquerait des conséquences économiques et sociales considérables en cas de déroute.

Géographies

Algérie

L'ouvrage

La privatisation des entreprises publiques en Algérie : objectifs, modalités et enjeux

Sadi, N.E., L'Harmattan, 2006, 392 p. - Cote PDZ.025

La mutation dans la conception du rôle économique de l'Etat a eu pour conséquence la remise en cause du rôle et du poids du secteur public dans l'économie nationale au travers des politiques budgétaires et de privatisation. Des opérations de privatisation ont été engagées tant par les pays où l'économie de marché est pleinement constituée que par les pays à ex-orientation socialiste ou communiste et les pays en développement dans lesquels le secteur public était prédominant. L'Algérie n'a pas échappé au mouvement universel de la privatisation. Sous l'effet conjugué de la chute des recettes pétrolières, du poids de la dette extérieure et de la conditionnalité du FMI et de la Banque mondiale, un vaste programme de privatisation a été engagé. Cet ouvrage cerne les objectifs, les modalités et les enjeux qui accompagnent le processus de privatisation en Algérie à travers des réflexions et des analyses construites sur le bilan des réformes entreprises durant la période 1995-2003.

Le rapport web

Algérie : document de stratégie 2007-2013 et programme indicatif national 2007-2010

Union européenne, 2007, 53 p.

Le présent document de stratégie par pays (DSP) établit un cadre stratégique pour la coopération de l'UE avec l'Algérie au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) au cours de la période 2007-2013 (allocation nationale). Le programme indicatif national (PIN) expose, en termes opérationnels, la réponse de la Commission pour la période 2007-2010 en mettant en exergue ses objectifs, les résultats attendus et les conditions à respecter dans les domaines de coopération prioritaires. Depuis septembre 2005, l'accord d'association (AA) régit les relations bilatérales entre l'Union européenne et l'Algérie. Il établit, au terme de 12 ans, une zone de libre échange (ZLE) entre les deux parties. L'accord constitue le cadre de la coopération entre l'UE et l'Algérie, dans les domaines politique, économique, social, scientifique et cul-

L'AGENDA

- 10 juillet 2008 - Trade and Development Board, forty-fourth executive session (Africa), UNCTAD, Genève, Suisse
- 18-19 juillet 2008 - 4ème Conférence des ministres africains de l'Agriculture, DREA, Nairobi Kenya
- 21-22 juillet 2008 - Regional Workshop on Development Of Organic Agriculture in Terms of APEC Food System and Market Access, APEC, Hanoi, Vietnam

turel. Les caractéristiques de la stratégie européenne sont déterminées par la nécessité de soutenir les objectifs de l'AA et de la politique de voisinage (PEV) afin d'établir une zone de paix et de prospérité partagée...

L'article

Algérie : l'emploi féminin en transition

Internet, 2008, 32 p.

Des travaux réalisés dans les années 1980 avaient mis en évidence certains aspects de l'activité et de l'emploi féminin en Algérie ainsi que les évolutions observées durant les décennies 1960-1980 à partir des conditions historiques du statut de la femme dans la société. Ces études avaient montré l'exceptionnelle faiblesse des taux d'activité féminine - y compris en comparaison avec ceux observés dans d'autres pays de la région - Cet emploi était essentiellement urbain, salarié, relativement qualifié, avec comme principal employeur l'Etat. Ces caractéristiques pouvaient s'expliquer par la combinaison de plusieurs facteurs parmi lesquels le modèle de développement, le rôle joué par les revenus des hydrocarbures dans l'économie, le système de planification et la place de l'Etat dans la création d'emplois, l'exode rural et le déclin de l'agriculture... Cependant, les données disponibles ainsi que la courte durée de la période considérée ne permettaient pas d'aller plus loin dans l'analyse des déterminants de l'activité et de l'emploi féminin en Algérie. Aujourd'hui la question est réexaminée, au regard des évolutions qui ont eu lieu dans les années 1985/2005 (réformes économiques, ouverture extérieure, nouvelles institutions du marché du travail, transition démographique, etc.), et également les transformations sociales et culturelles qui affectent les comportements en matière de travail féminin.

Organisations

BID

L'ouvrage

Outsiders ? The Changing Patterns of Exclusion in Latin America and the Caribbean

Inter American Development Bank, 2007, 302 p. - Cote H7.103

Cet ouvrage soulève un certain nombre de questions fondamentales sur la nature multidimensionnelle de l'exclusion sociale. Il considère l'exclusion comme un processus complexe résultant du jeu de facteurs sociétaux qui limitent le fonctionnement des exclus. Recourant aux outils de l'économie expérimentale, l'ouvrage montre l'énormité des coûts de l'exclusion sociale en termes d'économie et de bien-être social. Il propose des recommandations visant à l'instauration de politiques dans lesquelles l'intégration sociale serait conçue plus comme un investissement que comme un acte de charité destiné aux exclus de la société. Dans cette optique, les politiques d'intégration ne sont plus simplement de nouveaux programmes ni de nouvelles institutions destinés à redresser les injustices du passé par le transfert de revenus mais impliquent des mutations profondes dans la prise de décision, l'allocation des ressources et la mise en œuvre de politiques dans les sociétés démocratiques.

Le rapport web

IDB Annual Report 2007

Inter American Development Bank, 2008, 171 p.

Le rapport annuel 2007 de la BID met l'accent sur les nouvelles initiatives prises pour faire de cette banque un « partenaire indispensable » pour la région Amérique latine - Caraïbe. Il passe en revue les champs d'activité clés et les aspects institutionnels de la Banque, rend compte des opérations approuvées en 2007, des activités des services financiers et d'audit, et évoque les perspectives économiques de la région pour 2008. Le montant des nouvelles opérations financées par le Groupe BID s'est élevé à 9,6 milliards de dollars. Le montant des déboursments a atteint 7,6 milliards de dollars, le chiffre le plus élevé depuis quatre ans. Au cours de l'année 2007, la Banque a

également largement déployé son activité de prêt au secteur privé, en approuvant 2,3 milliards de dollars pour 29 projets, comparés aux 920 millions de dollars pour 20 projets en 2006. Cette expansion reflète l'esprit du nouveau mandat du Conseil de surveillance qui permet à la Banque de financer davantage d'opérations du secteur privé (jusqu'à 400 millions de dollars par projet) et de travailler dans des secteurs jusque-là exclus, tels que la production manufacturière, les ressources naturelles, l'agroalimentaire et le tourisme.

L'article

To What Extent do Latin Americans Trust and Cooperate? Field Experiments on Social Exclusion In Six Latin American Countries

Nopo, H.R ; Chong, A. ; Cardenas, J.C, Inter American Development Bank ; Universidad de Los Andes, 2008, 40 p.

Cet article explore dans quelle mesure les individus sont capables de se faire confiance, d'échanger, de coopérer et de mutualiser les risques en s'appuyant sur une panoplie d'expériences de terrain tels que les jeux de confiance, les mécanismes de contributions volontaires et les jeux à risques mutualisés. L'enquête porte sur six capitales d'Amérique latine. Il en ressort que : en moyenne, la tendance à faire confiance et coopérer entre Américains du Sud est tout à fait similaire à celle rencontrée dans d'autres régions du monde ; les attentes en termes de comportement des partenaires joueurs constituent le principal moteur de la confiance, la réciprocité et la coopération ; les comportements impliquant la socialisation, la confiance et la coopération sont très étroitement interconnectés.

Organisations

Décentralisation

L'ouvrage

L'administration du territoire et les collectivités locales en République du Congo

Didace Amboulou, H., L'Harmattan, 2008, 365 p. - Cote J2.079

Ce livre rassemble, expose et commente, dans un langage accessible et vivant, les textes qui instituent la réforme de l'administration du territoire en République du Congo. L'ampleur de la documentation, la clarté de l'exposé ainsi que la rigueur dans l'analyse font de l'étude de Maître Hygin Didace Amboulou un outil de travail d'autant plus indispensable qu'il sert de guide à quiconque souhaite en savoir plus sur la réforme administrative au Congo. Il était donc temps que ces textes soient portés à la connaissance du plus grand nombre.

Le rapport web

Appui à la décentralisation et à la gouvernance locale dans les pays tiers

EUROPAID, Commission européenne, 2007, 139 p.

La Commission européenne a pris l'initiative de produire un document de référence qui devrait servir d'outil pratique pour aider à mieux comprendre les politiques de décentralisation et processus de gouvernance locaux ; aider la formulation et la mise en oeuvre de politiques de décentralisation nationales, locales ; et améliorer la cohérence entre le secteur appuyé par la Commission européenne (par exemple la santé ou l'éducation) et les processus de décentralisation en cours.

L'AGENDA

- 7-9 juillet 2008 - Sommet du G8, Hokkaido, Japon
- 9 juillet 2008 - Public-Private Sector Forum on Market Development, APEC, Cuzco, Pérou
- 14-15 juillet 2008 - Séminaire des Droits de l'Homme, FMANU, Genève, Suisse
- 25 juillet 2008 - Sommet UE, Afrique du Sud, Bordeaux, France
- 3-5 août 2008 - Réunion ministérielle de l'APEC avec la participation du Secrétaire général de l'OCDE, APEC, Melbourne, Australie

L'article

Renforcer les capacités de suivi et d'évaluation de la décentralisation et de la gouvernance locale : Expériences, défis et perspectives

Loqual, C. ; Le Bay, S., Centre européen de gestion des politiques de développement, n° 19, 2008, 16 p.

L'objectif de ce document de gestion des politiques est de stimuler le débat sur le développement des capacités locales de suivi et d'évaluation des processus de décentralisation et de gouvernance locale. Il est basé sur les résultats des recherches menées conjointement par le ministère malien de l'Administration territoriale et des Collectivités locales (MATCL) et le Réseau de Réflexion et d'Échanges sur le Développement Local (REDL), rassemblant des organisations de développement basées à Bamako. L'organisation néerlandaise de développement SNV-Mali et l'ECDPM ont été chargés de faciliter ce processus de recensement et d'analyse, qui s'est traduit entre autres par la publication de onze études de cas présentant les expériences et les résultats de recherche provenant de six pays d'Afrique de l'Ouest.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Gouvernance et aide publique au développement

Lebegue, D. ; Coussy, J. ; Coquart, P. ; Meyer, P. ; Vielajus, M., *Epargne sans frontière*, 2007, 80 p. - Cote R3.170

Le terme de gouvernance occupe depuis quelques années une place centrale dans le vocabulaire des décideurs publics et privés ainsi que dans la production académique. Il n'est plus un communiqué du G8, un colloque sur la gestion de l'entreprise, un ouvrage consacré à la mondialisation qui n'y fasse référence. Si l'on définit la gouvernance comme le système de direction et de contrôle d'une organisation (Etat, entreprise, association) et la « bonne gouvernance » comme la recherche d'un système qui concilie au mieux gestion efficace des moyens et satisfaction des attentes des parties prenantes, il paraît naturel que la question de la gouvernance soit au cœur de toute réflexion sur l'efficacité et l'évaluation des politiques publiques. Il en est ainsi de l'aide publique au développement où l'objectif d'une meilleure gouvernance fait débat principalement à trois niveaux : celui des pays ou des organismes qui attribuent l'aide, celui des pays receveurs ainsi que des indicateurs et des outils à utiliser pour évaluer l'efficacité de l'aide.

Le rapport web

Rapport de l'enquête 2008 sur l'allocation de l'aide et les politiques d'allocation de l'aide

Hammond, B. ; Benn, J. ; Bouret, O., OCDE, 2008, 78 p.

Comme on pouvait s'y attendre, l'aide s'est avérée une cause majeure de préoccupation pour les pays en développement. Sans aide, aucune planification budgétaire n'est possible, les programmes de développement deviennent incertains et le renforcement des capacités entravé, avec pour résultat des contraintes dans les relations entre donateurs et bénéficiaires. Ce rapport du Comité d'aide au développement (CAD) s'intéresse à cette question en détaillant le montant d'aide que chaque pays peut s'attendre à recevoir à moyen terme, à l'horizon 2010. Il passe en revue les différents schémas de fragmentation et de

L'AGENDA

- 15 juillet 2008 - Ad-hoc Expert Group on the Role Competition Law and Policy in Promoting Growth and Development, CNUCED, Genève, Suisse
- 11-12 juillet 2008 - WIDER Conference on Southern Engines of Global Growth: China, India, Brazil, and South Africa (CIBS): Financial Flows and Capital Markets; Rio de Janeiro, Brazil
- 2-4 septembre 2008 - 3ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, OCDE, Paris, France
- 4-5 septembre 2008 - "Economic Migration, Social Cohesion and Development: Towards an Integrated Approach", conférence des ministres responsables pour le migration, Conseil de l'Europe, Kiev, Ukraine

concentration de l'aide ; il offre un résumé par pays des montants de l'allocation d'aide et de leur procédures budgétaires (et leur degré de transparence).

L'article

Aide publique au développement : les nouveaux donateurs

Guoqiang, Q. ; Reisen, H. ; Guerin, E. ; Igue, J. O. ; Naidoo, J. ; Jerve, A. M. ; Milani, C. R. S., *Le Courrier de la planète*, n° 84, 2007, pp.36-58

L'émergence sur la scène diplomatique, économique et commerciale d'acteurs comme le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie ou l'Afrique du Sud change la donne des relations internationales, notamment en ce qui concerne les objectifs, les politiques et les pratiques de l'aide publique au développement. Des pays non membres de l'OCDE s'imposent progressivement (à nouveau pour certains d'entre eux) comme des donateurs pour les pays plus pauvres qu'eux. En progression constante, les sommes avancées sont loin d'être négligeables, surtout lorsqu'elles sont concentrées sur un petit nombre de pays et s'engagent sur des secteurs délaissés ces dernières années par les autres bailleurs, comme la fourniture d'infrastructures. Cette situation nouvelle soulève un certain nombre de questions, abordées dans ce dossier, qui sont très révélatrices, d'un débat plus général sur la manière de faire place aux émergents.

A ne pas manquer

L'ouvrage

27 Questions d'économie contemporaine

Askenazy, P., Albin Michel, 2008, 535 p. - Cote E1.096

L'économie, matière vivante s'il en est, serait-elle réservée aux spécialistes et condamnée à l'hermétisme ? « Non ! » répondent les économistes, parmi les plus éminents, réunis autour de Philippe Askenazy et Daniel Cohen - dont les « Trois Leçons sur la société post-industrielle » ont connu un grand succès. Ils le montrent et le démontrent dans ce livre singulier qui procède tout autant d'un dictionnaire du quotidien, d'un traité pratique que d'un manuel intelligent d'économie. Des limites du système de retraite français aux liens entre guerre et commerce dans les relations internationales en passant par la rente nucléaire, les faiblesses de la grande distribution ou les crises financières, les auteurs analysent les fils qui relient la vie économique à l'ensemble de la société. Les thèmes abordés dans cette somme plongent le lecteur dans un univers enfin plus intelligible, loin des débats d'initiés ou des démonstrations abstraites.

Le rapport web

Sustained Growth and Inclusive Development

Commission on Growth and Development, 2008, 106 p.

Ce rapport examine la façon dont les pays en développement peuvent obtenir une croissance durable et équitable. Selon la Commission, une croissance rapide et durable n'est pas le fruit d'un miracle, mais est une réalité à la portée des pays en développement munis de la bonne combinaison d'ingrédients. Ces pays ont besoin de dirigeants qui favorisent la croissance et qui savent tirer parti des opportunités découlant de la mondialisation de l'économie. Ils ont également besoin de connaître quels niveaux de mesures incitatives et d'investissements publics sont nécessaires pour que les investissements privés affluent et pour assurer la diversification à long terme de l'économie et son intégration dans l'économie mondiale.

L'article

Les routes maritimes : nouvel enjeu des relations internationales ?

Fremont, A., Dalloz, 2008, 14 p.

Jamais autant de marchandises n'ont été transportées par la voie maritime, et par conséquent l'économie mondiale n'a jamais été aussi dépendante de la mer. La principale préoccupation des grandes puissances est alors de garantir la libre circulation et la sécurité du transport maritime. Ainsi, elles cherchent à maîtriser les points de passages stratégiques (détroits, canaux...), à sécuriser les ports et les navires, à envisager des alternatives terrestres et à éventuellement diversifier les routes maritimes. Le contrôle des routes maritimes révèle donc les tensions qui traversent le monde. Par ailleurs, le transport maritime a atteint aujourd'hui une telle ampleur qu'il génère ses propres nuisances environnementales. Les réponses à ces préoccupations environnementales ne peuvent que relever de négociations internationales.

Au sommaire du prochain numéro

qui paraîtra en septembre

- DEFIS MONDIAUX : formation professionnelle, crise financière
- GEOGRAPHIES : Madagascar, Cambodge
- ORGANISATIONS : zone franc, OXFAM

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43